

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Mesa-demissionne-emporte-par-la-guerre-du-Gaz-entre-Total-Repsol-et-Petrogas-et-le-peuple-bolivien>

Le président Mesa démissionne emporté par la guerre du Gaz entre Total, Repsol et Petrogas et le peuple bolivien

Date de mise en ligne : mardi 7 juin 2005

- Les Cousins - Bolivie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président bolivien, Carlos Mesa, a renoncé à son poste en raison de l'agitation sociale qui secoue le pays, a annoncé l'intéressé lundi dans un message radio-télévisé.

Radio Canada, le lundi 6 juin 2005.

[Leer en español](#)

Ce dénouement fait suite à trois semaines d'un mouvement de mobilisation populaire qui a culminé, lundi, avec l'une des plus grosses manifestations depuis le retour de la démocratie, en 1982.

Environ 80 000 manifestants ont participé à une marche de protestation dans la capitale gouvernementale, La Paz, malgré des appels au calme de l'Église, engagée dans une tentative de médiation.

La crise a été déclenchée par l'adoption d'une législation qui accroît les taxes sur le gaz, mais qui est jugée encore trop favorable aux multinationales étrangères qui l'exploitent.

Le pays touché par les barrages

Les protestataires - mineurs, enseignants, vendeurs à la sauvette - sont descendus des hauteurs de la banlieue pauvre d'El Alto, armés de bâtons et de pierres.

Les manifestants ont intensifié leurs barrages, bloquant les routes menant à La Paz, à 3800 mètres d'altitude, avec des pierres, des troncs d'arbres et des pneus enflammés.

Quelque 70 barrages sont érigés dans sept des neuf départements du pays. Les aliments et les carburants commencent à manquer dans la ville.

En après-midi, le chef d'État s'est réfugié chez lui après avoir quitté vers 15 heures locales le palais présidentiel, assiégé par les manifestants qui réclamaient son départ.

Le gaz au centre de la crise

Le principal leader de l'opposition, Evo Morales, qui jusqu'à la semaine dernière se tenait à distance du mouvement, a réclamé la réquisition par l'État des champs gaziers où opèrent les firmes étrangères, comme Repsol, Petrobras et Total.

La « guerre du gaz » a provoqué une division politique entre la région extrêmement pauvre de l'est, face à celles de l'ouest et du sud, qui recèlent les ressources en gaz et en agro-alimentaire.

Ces provinces prospères font pression sur le gouvernement pour organiser dès la mi-août un référendum sur leur autonomie.

La Bolivie, plus pauvre pays d'Amérique du Sud, possède la deuxième réserve de gaz de la région, derrière le

Venezuela.